

CAI EAS
CIBF
30 juin 76
DOCS 22

ebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 4, No 26

le 30 juin 1976

AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA

AUG - 1976

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE

La Conférence Habitat adopte la déclaration de principes sur les établissements humains	1
Un film pertinent: "Une place au monde"	3
Des urbanistes français remportent le concours international de Regina	4
Accords sur la pêche	4
Le Canada et l'indépendance des Seychelles	4
Le rapport du Conseil des arts	4
Visite du Bluenose dans les ports américains	5
L'Atlas national reçoit un prix	5
Entretiens Canada/É.-U. sur l'environnement	5
Encore quelques mots au sujet des Jeux olympiques	6
Bourse à deux chercheurs canadiens	6
Échange provincial d'étudiants	6

La Conférence Habitat adopte la déclaration de principes sur les établissements humains

Habitat, la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, s'est terminée le 11 juin à Vancouver, la troisième ville en importance du Canada. Elle avait été inaugurée le 31 mai par le secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, et marquée par des allocutions du gouverneur général du Canada, M. Jules Léger, du premier ministre du pays hôte, M. P.-E. Trudeau, du ministre d'État aux Affaires urbaines, M. B. Danson, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. A. MacEachen, et du ministre de la Justice, M. R. Basford. Madame Barbara Ward, spécialiste des questions concernant le développement international a été aussi au nombre des principaux conférenciers.

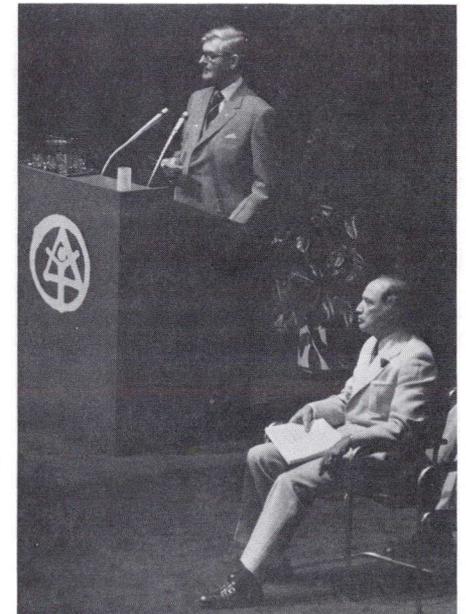
Voici un bref aperçu des points saillants de la conférence.

C'était la première fois qu'une conférence de l'ONU avait lieu au Canada, et qui plus est, en dehors d'une capitale. Le premier fait est d'autant plus significatif que c'est à un Canadien, M. Victor Goldbloom, ministre des Affaires municipales du Québec, qu'on doit l'idée d'une conférence sur l'habitat: il l'avait proposée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm (1972).

Quant au choix de Vancouver, il s'est avéré particulièrement judicieux si l'on en juge par les commentaires des chefs de délégation. Presque aucun, dans son allocution officielle, — et l'on comptait des délégations de 131 pays, six organisations de libération nationale, 160 organismes non gouvernementaux et un certain nombre d'organismes intergouvernementaux —, n'a pu s'empêcher de faire allusion à "cette belle ville qu'est Vancouver", et plus d'un y a vu un modèle de l'habitat de l'homme.

Déclaration de Vancouver

M. Barney Danson, ministre d'État aux Affaires urbaines du Canada, a présidé la réunion plénière qui a compté 18 séances et s'est terminée par l'adoption de la *Déclaration de Vancouver sur les établissements humains*. Proposée par le "Groupe des 77" (pays en développement), elle a été adoptée par 89 voix contre 15 et dix abstentions. Le Canada a été l'un des 15 pays qui n'ont pu y souscrire: il lui était impossible, comme l'a exprimé M. Ronald Basford, chef de la délégation,



Le gouverneur général du Canada, M. Jules Léger, adressant la parole à l'ouverture de la Conférence Habitat sur les établissements humains. A droite, M. P.-E. Trudeau premier ministre du Canada.

tion, d'en accepter le paragraphe 4 qui établissait un lieu avec la résolution des Nations Unies sur le sionisme, laquelle assimilait ce dernier au racisme.

Le Canada était toutefois favorable aux 54 autres clauses de la déclaration qui stipule que "l'amélioration de la qualité de la vie des êtres humains est le premier et le plus important objectif de toute politique relative aux établissements humains".